



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
CS20105
71321 Chalon-sur-saône Cedex

Chalon-sur-saône, le 17/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

THIVENT

Les Moquets
71800 La Chapelle-Sous-Dun

Références : FF/CS/2025/C_177
Code AIOT : 0005401219

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement THIVENT implanté Les Moquets 71800 La Chapelle-sous-Dun. L'inspection a été annoncée le 06/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite d'inspection réalisée dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 11 avril 2025, autorisant l'exploitation d'une centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers temporaire, sur le site de la carrière THIVENT à La-Chapelle-sous-Dun.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THIVENT

- Les Moquets 71800 La Chapelle-sous-Dun
- Code AIOT : 0005401219
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers temporaire sur le site de la carrière THIVENT à La-Chapelle-sous-Dun autorisée par arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 11 avril 2025, sur le site de la carrière THIVENT à La-Chapelle-sous-Dun, autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation du 08 février 2022.

Les enrobés produits utilisent les matériaux de la carrière et ont pour but d'alimenter en matériaux routiers un des chantiers sur la RCEA (secteur Saint-Cécile).

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Point de rejets atmosphériques canalisés	AP Complémentaire du 11/04/2025, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Capacité de rétention (cuves GNR)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9 (I)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Zone étanche de rétention	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9 (IV)	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.1	Sans objet
2	Centrale d'enrobage temporaire (durée)	AP Complémentaire du 11/04/2025, article 3	Sans objet
3	Limite de	AP Complémentaire du 11/04/2025,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'emprise de l'installation (centrale d'enrobage temporaire)	article 3	
5	Valeurs limites d'émissions de la centrale d'enrobage temporaire à chaud	AP Complémentaire du 11/04/2025, article 5	Sans objet
6	Surveillance des émissions atmosphériques (centrale temporaire)	AP Complémentaire du 11/04/2025, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La non-conformité relevée concerne les dispositions à prendre pour contenir les matières répandues accidentellement, en ce qui concerne les cuves de stockage de GNR (gasoil non routier), notamment en cas d'accident de dépotage (fiche n°8).

D'autre part, des justificatifs doivent être transmis concernant :

- la hauteur de la cheminée (17 m minimum requis),
- le volume de la capacité de rétention pour les cuves aériennes de GNR (volumes respectifs de 2 m³ et 5 m³).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.1
Thème(s) : Autre, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
Constats : L'exploitation du site se fait sous la surveillance du chef d'usine d'enrobage rencontré lors de

<p>l'inspection.</p> <p>Une attestation de cette désignation, signée par le responsable d'entité au sein de la société CHARRIER TP Sud (groupe ROGER MARTIN) le 10 avril 2025, a été présentée le jour de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Centrale d'enrobage temporaire (durée)

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/04/2025, article 3</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Centrale d'enrobage temporaire (durée)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La centrale d'enrobage mobile à chaud implantée selon le plan en annexe 1 est autorisée pour une durée totale maximale de 22 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une première campagne de production d'enrobés a été réalisée du 14 avril 2025 au 31 mai 2025. Deux autres campagnes sont prévues à partir de fin 2025 et en 2026. A ce jour, la durée totale maximale de 22 mois n'est pas dépassée et devrait être respectée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de nous transmettre la date de fin d'exploitation de cette installation temporaire.</p> <p>A cette date, les dispositions de remise en état de l'emprise de cette installation, fixées à l'article 7 de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 11 avril 2025 devront être engagées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Limite de l'emprise de l'installation (centrale d'enrobage temporaire)

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/04/2025, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Limite de l'emprise de l'installation (centrale d'enrobage temporaire)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le périmètre des limites de l'installation temporaire doit être matérialisé par une clôture ou être au moins signalé à toute personne étrangère s'approchant des installations.</p> <p>L'interdiction d'accès à toutes personnes non autorisées doit être signalée clairement par des panneaux en périphérie de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>La centrale temporaire est située au sein du périmètre de la carrière. Elle est située conformément aux données du dossier déposé, dans le secteur nord du site.</p>

Le périmètre des limites de l'installation temporaire est matérialisé par un merlon efficace.

L'interdiction d'accès à toutes personnes non autorisées est signalée par un panneau à l'entrée de l'installation temporaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Point de rejets atmosphériques canalisés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/04/2025, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Point de rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Le rejet atmosphérique des effluents de la centrale d'enrobage à chaud (ROGER MARTIN) s'effectue dans les conditions suivantes :

Hauteur minimale de la cheminée	17 m
Vitesse minimale d'éjection	8 m/s

Constats :

Selon le rapport d'analyse des rejets atmosphériques effectué (intervention le 23 avril 2025), la vitesse d'éjection des gaz est de 25,3 m/s.

Selon l'exploitant, la hauteur de la cheminée est de 17m, néanmoins aucun justificatif n'a été fourni.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Confirmer et fournir le justificatif de la hauteur de la cheminée (17 m minimum requis).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Valeurs limites d'émissions de la centrale d'enrobage temporaire à chaud

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/04/2025, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Les valeurs limites d'émissions de la centrale d'enrobage à chaud temporaire (ROGER MARTIN)

sont fixées par l'article 6.7 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers.

Article 6.7 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 :

Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.

1° Poussières totales

50 mg/m³

2° Monoxyde de carbone (CO)

500 mg/m³

3° Oxyde de soufre (SO₂)

300 mg/m³

4° Oxyde d'azote (NO_x)

350 mg/m³

5° Composés organiques volatils (1) :

a) Cas général :

Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane :
flux horaire total dépasse 2 kg/h.

110 mg/m³ (exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés)

b) Composés organiques volatils spécifiques :

Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/Nm³

c) Substances auxquelles sont attribuées les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F

(substances dites CMR), dont benzène et 1-3 butadiène, et les substances halogénées de mentions de dangers H341 ou H351

flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation supérieur ou égal à 10 g/h

2 mg/m³ en COV (la valeur se rapporte à la somme massique des différents composés)

6° Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :

a) Rejets de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés :

flux horaire total de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés dépasse 1g/h,

0,05 mg/m³ par métal

0,1 mg/m³ pour la somme des métaux (exprimés en Cd + Hg + Tl) ;

b) Rejets d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés :

flux horaire total d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés, dépasse 5 g/h,

1 mg/m³ (exprimée en As + Se + Te) ;

c) Rejets de plomb et de ses composés :

flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 10 g/h,

1 mg/m³ (exprimée en Pb) ;

d) Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés :

flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse (*), nickel, vanadium, zinc (*) et de leurs composés dépasse 25 g/h,

5 mg/m³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn).

7° Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques

benzo (a) pyrène ; naphtalène

0,2 mg/Nm³ (la valeur se rapporte à la somme massique des 2 substances)

(1) les prescriptions du c) n'affranchissent pas du respect du a) et du b)

II. Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.

Constats :

Rapport de contrôle des rejets atmosphériques du site remis par l'exploitant le 6 novembre 2025 (rapport Chauvin Arnoux, Manumasure, date d'intervention le 23 avril 2025) :

- Poussières totales : 3,1 mg/Nm³ (0,55 kg/h)

- Monoxyde de carbone (CO) : 259 mg/Nm³ (45,9 kg/h)

- Oxyde de soufre (SO₂) : 3,7 mg/Nm³ (0,64 kg/h)

- Oxyde d'azote (NOx) : 14,2 mg/Nm³ (2,5 kg/h)

- Composés organiques volatils Cas général : 18,3 mg/Nm³ (3,2 kg/h)

- Composés organiques volatils spécifiques (annexe III) : 0,74 mg/Nm³ (0,13 kg/h)

- Composés organiques volatils (CMR) : 0

- Rejets de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés : flux horaire total : 0,3 g/h, 0,0018 mg/Nm³ (Cd), 0 (Hg) et 0 (Tl)

- Rejets d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés : flux horaire total : 0,005 g/h, 0,00003 mg/Nm³ (As, Se et Te)
- Rejets de plomb et de ses composés : flux horaire total : 0,28 g/h, 0,0016 mg/Nm³
- Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés : flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés : 9 g/h et 0,05 mg/Nm³
- Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (benzo (a) pyrène et naphtalène : 0,28 g/h, 0,0016 mg/Nm³

Les valeurs limites d'émission sont respectées pour l'ensemble des paramètres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des émissions atmosphériques (centrale temporaire)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/04/2025, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

L'exploitant procède à une mesure des rejets atmosphériques de la centrale d'enrobage à chaud temporaire dans un délai maximum de 1 mois après sa mise en service puis selon le tableau des périodicités fixées à l'article 9.2 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers.

La surveillance initiale porte sur tous les polluants visés à l'article 6.7 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers.

Article 9.2 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 :

Lorsque les rejets de polluant à l'atmosphère dépassent au moins l'un des seuils ci-dessous, l'exploitant réalise dans les conditions prévues à l'article 6.6 du présent arrêté, le prélèvement et la mesure pour le paramètre concerné conformément aux dispositions ci-après. Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement.

Lorsque les poussières contiennent au moins un des métaux ou composés de métaux énumérés à l'article 6.7 (6° a, b ou c) du présent arrêté et si le flux horaire des émissions canalisées de poussières dépasse 50 g/h, la mesure en permanence des émissions de poussières est réalisée.

1° Poussières totales

flux horaire inférieur ou égal à 5 kg/h

Mesure annuelle

flux horaire supérieur à 5 kg/h, mais inférieur ou égal à 50 kg/h

évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets à l'aide par exemple d'un opacimètre

flux horaire supérieur à 50 kg/h

mesure en permanence par une méthode gravimétrique

2° Monoxyde de carbone

flux horaire inférieur ou égal à 50 kg/h

Mesure annuelle

flux horaire supérieur à 50 kg/h

mesure en permanence

3° Oxydes de soufre

flux horaire inférieur ou égal à 150 kg/h

Mesure annuelle

flux horaire supérieur à 150 kg/h

mesure en permanence

4° Oxydes d'azote

flux horaire inférieur ou égal à 150 kg/h

Mesure annuelle

flux horaire supérieur à 150 kg/h

mesure en permanence

5° Composés organiques volatils :

a) cas général :

sur l'ensemble de l'installation, flux horaire maximal de COV (à l'exclusion du méthane exprimé en carbone total) inférieur ou égal à 15 kg/h

Mesure annuelle sur l'ensemble de l'installation, flux horaire maximal de COV (à l'exclusion du méthane exprimé en carbone total) supérieur à 15 kg/h

surveillance en permanence (ensemble des COV, à l'exclusion du méthane)

b) cas des COV (à l'exclusion du méthane) présentant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F (substances dites CMR), dont benzène et 1-3 butadiène et les composés halogénés présentant les mentions de danger H341 ou H351 :

sur l'ensemble de l'installation, flux horaire maximal, supérieur à 2 kg/h (exprimé en somme des composés)

surveillance en permanence (ensemble des COV, à l'exclusion du méthane)

mesures périodiques de chacun des COV (corrélation entre la mesure de l'ensemble des COV non méthaniques et les espèces effectivement présentes)

c) les autres cas :

prélèvements instantanés réalisés

6° Métaux, métalloïdes et composés divers (particulaires et gazeux)

a) Cadmium et mercure, et leurs composés :

flux horaire supérieur à 10 g/h

mesure journalière sur un prélèvement représentatif effectué en continu

b) Arsenic, sélénium et tellure, et leurs composés :

si le flux horaire, supérieur à 50 g/h

mesure journalière sur un prélèvement représentatif effectué en continu ;

c) Plomb et ses composés :

si le flux horaire supérieur à 100 g/h

mesure journalière sur un prélèvement représentatif effectué en continu ;

d) Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et leurs composés :

si le flux horaire supérieur à 500 g/h

mesure journalière sur un prélèvement représentatif effectué en continu.

7° Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques

benzo (a) pyrène ; naphtalène

si le flux horaire (de la somme massique des 2 substances) supérieur à 0,2 kg/h

mesure journalière sur un prélèvement représentatif effectué en continu.

Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques montrant l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Constats :

Rapport de contrôle des rejets atmosphériques du site remis par l'exploitant le 6 novembre 2025 (rapport Chauvin Arnoux, Manumasure, date d'intervention le 23 avril 2025) :

- Poussières totales : 3,1 mg/Nm³ (0,55 kg/h). Flux horaire inférieur à 5 kg/h : mesure annuelle respectée.

- Monoxyde de carbone (CO) : 259 mg/Nm³ (45,9 kg/h). Flux horaire inférieur ou égal à 50 kg/h : mesure annuelle respectée.

- Oxyde de soufre (SO₂) : 3,7 mg/Nm³ (0,64 kg/h). Flux horaire inférieur ou égal à 150 kg/h : mesure annuelle respectée.

- Oxyde d'azote (NO_x) : 14,2 mg/Nm³ (2,5 kg/h). Flux horaire inférieur ou égal à 150 kg/h : mesure annuelle respectée.

- Composés organiques volatils Cas général : 18,3 mg/Nm³ (3,2 kg/h). Flux horaire maximal de COV (à l'exclusion du méthane exprimé en carbone total) inférieur ou égal à 15 kg/h : mesure annuelle respectée.

- Composés organiques volatils spécifiques (CMR) : 0 mg/Nm³ (0 g/h). flux horaire maximal inférieur ou égal à 2 kg/h : pas de nécessité de surveillance en permanence (ensemble des COV, à l'exclusion du méthane), ni de mesures périodiques de chacun des COV (corrélation entre la mesure de l'ensemble des COV non méthaniques et les espèces effectivement présentes).

- Rejets de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés : flux horaire total : 0,3 g/h,

0,0018 mg/Nm³ (Cd), 0 (Hg) et 0 (Tl). Flux horaire inférieur ou égale à 10 g/h : mesure annuelle respectée. Pas de nécessité de mesure journalière sur un prélèvement représentatif à effectuer en continu.

- Rejets d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés : flux horaire total : 0,005 g/h, 0,00003 mg/Nm³ (As, Se et Te). Flux horaire inférieur ou égal à 50 g/h. Mesure annuelle respectée. Pas de nécessité de mesure journalière sur un prélèvement représentatif effectué en continu ;

- Rejets de plomb et de ses composés : flux horaire total : 0,28 g/h, 0,001 mg/Nm³ : Flux horaire inférieur ou égal à 100 g/h. Mesure annuelle respectée. Pas de nécessité de mesure journalière sur un prélèvement représentatif à effectuer en continu

- Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés : flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés : 9 g/h et 0,05 mg/Nm³. Mesure annuelle respectée. Flux horaire inférieur ou égal à 500 g/h : pas de nécessité de mesure journalière sur un prélèvement représentatif à effectuer en continu.

- Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (benzo (a) pyrène et naphthalène : 0,0001 mg/Nm³. Flux horaire (de la somme massique des 2 substances) de 0,000017 kg/h, donc inférieur ou égal à 0,2 kg/h. Mesure annuelle respectée. Pas de nécessité de mesure journalière sur un prélèvement représentatif à effectuer en continu.

Compte tenu des flux mesurés, il apparaît donc que la surveillance de l'ensemble des paramètres ci-dessus est effectuée à fréquence réglementaire : fréquence annuelle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Capacité de rétention (cuves GNR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9 (I)

Thème(s) : Risques accidentels, Capacité de rétention

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

<p>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
<p>Constats :</p> <p>L'installation utilise 2 cuves de gasoil non routier (GNR, capacités respectives de 2 m³ et 5 m³) : ces cuves aériennes sont situées chacune dans une enveloppe en acier, formant rétention.</p> <p>La capacité de rétention de ces dispositifs n'a pas été fournie par l'exploitant le jour de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre le justificatif du volume de la capacité de rétention des 2 cuves de GNR de capacités respectives de 2 m³ et 5 m³.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Zone étanche de rétention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9 (IV)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Pollution des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>NON-CONFORME : la zone de dépotage des 2 cuves GNR (gasoil non routier, contenances respectives de 2 m³ et 5 m³) n'est pas équipée de façon à pouvoir recueillir les matières répandues accidentellement, notamment en cas d'accident de dépotage.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Équiper la zone de dépotage des 2 cuves GNR de façon à pouvoir recueillir les matières répandues accidentellement, notamment en cas d'accident de dépotage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>